

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°40-2022-214

PUBLIÉ LE 16 JUIN 2022

Sommaire

Préfecture des Landes / Direction du Cabinet

40-2022-06-16-00003 - Arrêté CAB/DSEC/BSI n°2022-475 portant interdiction de rassemblements festifs à caractère musical de type teknival ou rave-party et de circulation de tout véhicule important du matériel de sons susceptible d'être utilisé lors d'un rassemblement festif à caractère à caractère musical non autorisé sur le département des Landes (3 pages)

Page 3

Préfecture des Landes

40-2022-06-16-00003

Arrêté CAB/DSEC/BSI n°2022-475 portant interdiction de rassemblements festifs à caractère musical de type teknival ou rave-party et de circulation de tout véhicule important du matériel de sons susceptible d'être utilisé lors d'un rassemblement festif à caractère à caractère musical non autorisé sur le département des Landes



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet
Direction des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure**

Arrêté CAB/DSEC/BSI n° 2022 – 475

portant interdiction de rassemblements festifs à caractère musical de type teknival ou rave-party et de circulation de tout véhicule transportant du matériel de sons susceptible d'être utilisé lors d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé sur le département des Landes

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9 et R. 211-27 à R. 211-30 ;

VU le code pénal ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la route ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

VU la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 modifiée, renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

VU le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 modifié relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret en date du 12 Janvier 2022 nommant Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes ;

VU l'arrêté du 16 avril 2021 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 31-2022-CMEEFP du 2 mars 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LEFEUVRE, directeur de cabinet de la préfète des Landes ;

CONSIDERANT que le département des Landes est placé au niveau orange en termes de risque feux de forêt ;

CONSIDERANT que le département des Landes est placé au niveau rouge en termes de risque canicule ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable en préfecture ;

CONSIDÉRANT qu'aucune manifestation de ce type n'a fait l'objet d'une déclaration préalable en préfecture et qu'à défaut d'une telle autorisation, l'organisation d'une telle manifestation non déclarée est un délit au titre des dispositions de l'article 431-9 (alinéas 1 et 2) du code pénal ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prévenir le risque élevé à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblement est élevé ; que les moyens dont disposent les forces de sécurité intérieure sont mobilisés à cette époque de l'année pour la sécurisation des axes routiers ; que les moyens appropriés en matière de lutte contre l'incendie et de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité sanitaire et routière, ne peuvent être réunis ; que, dans ces conditions, lesdits rassemblements comportent des risques sérieux de désordre ;

CONSIDÉRANT que dans ces circonstances, la nature et les conditions d'organisation de ces rassemblements sont de nature à provoquer des troubles sérieux à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publique ;

CONSIDÉRANT que le risque que présente ce type de manifestation en termes de feux de forêt : stationnement sauvage en forêt, absence d'organisateur déclaré en charge de faire respecter les interdictions d'activité susceptibles de présenter un risque en termes d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'absence d'organisateur déclaré ne permet notamment pas d'assurer la protection des participants aux risques d'une exposition au soleil en période de canicule ;

CONSIDÉRANT en outre qu'il appartient à l'autorité administrative de prendre des mesures appropriées afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics ;

SUR PROPOSITION du directeur de Cabinet de la préfète des Landes ;

ARRÊTE

Article 1 – La tenue des rassemblements festifs à caractère musical répondant à l'ensemble des caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdite sur l'ensemble du département des Landes, durant la période suivante :

du jeudi 16 juin 2022 - 18h00 au lundi 20 juin 2022 – à 12h00.

Article 2 – La circulation de tout véhicule transportant du matériel « sound system » susceptible d'être utilisé pour une manifestation non autorisée est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau national et réseau secondaire) du département des Landes, sur les périodes indiquées à l'article 1.

Article 3 – Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

Article 4 – Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Le sous-préfet de Mont-de-Marsan, le sous-préfet de Dax, les maires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes et dont une copie sera transmise à Messieurs les procureurs de la République de Mont-de-Marsan et Dax.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2022

Le directeur de cabinet


Cyrille LEBEUVE